



Convention du PCF sur l'industrie Synthèse des atelier Jean-François Bolzinger

Au vu des 7 ateliers de ce matin, débattre de la question industrielle répondait à une vaste attente. En témoigne le sérieux avec lequel beaucoup avaient préparé en amont cette convention dans leur entreprise ou fédération.

Beaucoup ont apprécié la forme « atelier » qui a permis au plus grand nombre de prendre la parole.

Afin de ne pas vous infliger une liste à la Prévert des éléments extrêmement riches et variés qui ont été amenés, j'ai fait le choix de retenir les points les plus saillants, en évitant de revenir sur le rapport d'ouverture d'Alain Obadia.

Aborder l'industrie, c'est forcément sérieux car avec la désindustrialisation, les fermetures d'usines et de sites, les suppressions d'emplois, on est au cœur de la désespérance sociale sur laquelle surfe le Front national et on est au cœur des problèmes écologiques sur lesquels surfent les autres partis politiques.

Un camarade disait : « *c'est une désindustrialisation des esprits, un recul des pratiques sociales et culturelles, des représentations, un recul des pratiques militantes. Contraste avec des possibilités scientifiques et techniques et des ressources financières qui n'ont jamais été aussi élevées.* »

La France est encore classée dans les principaux pays développés. Elle est à un tournant en raison de son déclin industriel. Elle est même à un seuil de rupture quant à sa capacité de création de richesses suffisantes dans l'avenir, avec le risque d'hypothéquer le financement de la protection sociale, de l'éducation, de la culture, etc.

Et pourtant, les atouts ne manquent pas pour relever les défis issus des progrès scientifiques et techniques comme des problématiques environnementales et sociales.

La qualification de la jeunesse, appuyée sur un taux de natalité parmi les plus élevés d'Europe, les dynamiques d'égalité professionnelle, le niveau de productivité du salariat en France, la qualité des services publics, le niveau de formation et de recherche... Personne ne conteste ces atouts réels, alors pourquoi les forces du capital, gouvernement compris, ne veulent-ils pas les jouer ?

Alors que depuis 30 ans, l'essentiel des énormes gains de productivité est allé au capital, la clé de l'avenir est celle du rapport de forces à développer pour empêcher que la finance s'accapare le butin au prix d'un chômage de masse, d'une surexploitation renforcée et du déclin de la place de notre pays dans le monde, et pour au contraire que le monde du travail et la population renouent avec le progrès social et environnemental.

Mais comment faire ? Beaucoup ont insisté sur le fait d'avoir des propositions concrètes à la portée des salariés et des citoyens, de partir du travail, de son vécu pour se réapproprier l'industrie, pour retrouver des éléments de maîtrise de son devenir.

L'industrie française est malade de la financiarisation et elle ne pourra être ni écologique ni sociale si on ne s'attaque pas d'abord à cela, si on ne sort pas de la dictature financière du capital dans les choix stratégiques, dans les choix technologiques et de management. Aucun autre parti ne le pose dans ces termes ce qui ramène l'ensemble de leurs propositions à du discours.

Cette financiarisation est en effet :

- mortifère au plan économique et social lorsqu'elle demande des taux de rentabilité à 2 chiffres ;
- suicidaire au plan technologique avec le pillage de la recherche fondamentale pour des profits immédiats sacrifiant l'avenir ;
- suicidaire aussi avec des choix de niches profitables cassant les cohérences de développement de filières industrielles ou de synergies territoriales ;
- inefficace au plan du management car entraînant des drames humains, la démobilitation généralisée dans le travail, empêchant les salariés de donner un sens à leur travail et cassant la synergie même de création de richesse.

Dès le lieu de travail, nous devons combattre un Wall Street management qui s'appuie sur le culte de la performance et ses indicateurs tournés vers un maximum de cash pour les actionnaires, qui sert de support à la financiarisation en imprégnant toute la gestion et l'organisation du travail des entreprises.

Nous avons besoin d'un management et d'un fonctionnement de l'entreprise qui prennent en compte le rôle contributif des salariés, qui conjuguent dans tous les choix le social, l'économique et l'environnement. Sans reconnaissance et paiement des qualifications, sans revalorisation du travail, on ne peut obtenir qu'une société low cost ignorante des ambitions écologiques.

Une des idées fortes qui est ressortie des ateliers est de mener bataille pour des cohérences :

- cohérence entre micro et macro, entre le vécu à l'entreprise, la transformation de son mode de fonctionnement interne et l'intervention sur les stratégies et finalités des entreprises ;
- cohérence entre industrie et services, les deux éléments étant aujourd'hui totalement imbriqués ;
- cohérence entre conception et production, la valeur ajoutée s'est déplacée vers la conception et les choix de délocalisation de la production ont été un suicide industriel car ils ont conduit à une non maîtrise des processus ;
- cohérence entre services publics et industrie. Gilbert Garrel rappelait que l'industrie a besoin de services publics adaptés et efficaces. Il donnait l'exemple de la volonté des libéraux de concentrer les TGV sur quelques régions pour les remplacer par des bus, programmant ainsi la mise à l'écart de nouveaux territoires au profit de métropoles ;
- cohérence entre territoire, nation et Europe. L'approche territoire est venue dans tous les ateliers comme un lien clé pour la démocratie locale, pour le réappropriation

de l'industrie, pour mettre les projets en rapport avec les besoins sociaux et environnementaux y compris pour renforcer les PME envers lesquelles il y a lieu de travailler des propositions particulières. De même pour la formation qui doit s'inscrire dans une cohérence territoire, formation, industrie.

Ceci suppose un État stratège en prise avec cette démocratie locale qui évite la mise en concurrence et impulse un pilotage vertical pour les filières et transversale pour les territoires, qui pilote le poids de la puissance publique là où c'est nécessaire.

La dimension européenne est fort peu venue dans les échanges, sauf en négatif. Il n'en reste pas moins que l'Europe n'existera vraiment qu'appuyée sur une politique industrielle cohérente, ce qui suppose de s'attaquer à la concurrence librement faussée qui prévaut partout aujourd'hui et de se donner les leviers d'intervention.

Un aspect est venu dans plusieurs ateliers, relatif à la modernité. Attention à ne pas considérer qu'il y aurait des industries obsolètes (automobile, sidérurgie, ...) et des industries d'avenir (le numérique, ...). Toute l'industrie est extrêmement moderne. La révolution numérique s'applique partout. Les formes que cela prendra seront issues du rapport de forces qu'on sera en capacité d'impulser entre les investissements dans les hommes ou dans l'accumulation financière. Attention aux prédictions ! McAfee, directeur du MIT prédit que « *si les innovations technologiques généreront des gains de productivité massifs par l'automatisation de plus en plus d'emplois, elles créeront aussi un chômage technologique de masse* ». Il s'agit bien là justement de savoir si ces gains de productivité doivent permettre une explosion des profits et du chômage ou au contraire la baisse massive du temps de travail aliéné et l'appropriation sociale.

L'enjeu de la recherche est venu dans plusieurs ateliers et dénote des possibilités nouvelles de rencontre entre chercheurs, salariés et usagers au plan des territoires. Également la maîtrise des brevets notamment publics et leur utilisation en France qui ouvre sur la bataille pour produire en France.

Plusieurs ateliers ont souligné l'enjeu de la conquête de nouveaux pouvoirs pour les salariés et les populations. Il s'agit en effet d'obtenir le plein exercice de la qualification des salariés sur ce qui les concerne jusqu'aux choix de gestion et de stratégie.

C'est plus largement toute la créativité du travail notamment qualifié qu'il s'agit de faire exprimer.

Cette intervention doit être croisée avec celles des élus et des populations. Les financements publics comme privés circulent aujourd'hui sans contrôle dans la plus grande opacité.

La bataille idéologique actuelle sur l'argent du CICE ou du CIR est intéressante pour pointer du doigt les pratiques de la finance et offrir des axes d'intervention. L'écho rencontré par les campagnes sur le coût du capital est également important.

Au-delà, l'intervention envers les banques pour exiger qu'elles jouent leur rôle dans le financement de l'industrie a besoin de monter en puissance.

Si l'on veut que nos propositions de pôles publics pour la recherche, les banques, l'énergie, l'eau, etc. prennent corps, nous pouvons soulever moult contradictions au regard de la non réponse aux besoins sociaux et environnementaux.

En terme de rapport de forces, la situation est telle qu'aujourd'hui, seul le Medef fait de la politique à l'entreprise.

La conquête et l'exercice du pouvoir, objectif affiché des partis politiques, ne peut pour le PCF s'arrêter au pouvoir d'état et aux collectivités. Il doit concerner également le pouvoir économique que la finance s'est aujourd'hui accaparé et donc l'intervention sur les stratégies des entreprises, l'utilisation des ressources publiques comme privées, les modes de gestion, l'impact sur l'environnement...

Le rôle du parti n'est-il pas aussi de forcer le respect de l'intérêt général, y compris pour l'industrie privée ?

Cette responsabilité est politique Elle est différente de la responsabilité du syndicalisme de défense des intérêts matériels et moraux des salariés par la satisfaction des revendications.

L'intervention politique sur les lieux de travail ou de formation ne concerne pas que ceux qui y sont. C'est là que se structurent beaucoup d'idées, qu'elles soient de résignation ou de résistance. Cette intervention ne doit-elle pas être le fil conducteur de l'activité des communistes quel que soit leur lieu d'organisation ?

Réconcilier les Français avec la politique n'est-ce pas aider à intervenir là où se joue l'essentiel de leur vie, c'est-à-dire au travail, là où se joue l'économie et par conséquence la vie en société ?

S'attaquer à une réindustrialisation ou à une nouvelle industrialisation sociale et écologique du pays demande une intense bataille d'idée et d'intervention, mais qui peut déboucher vite car les attentes sont fortes y compris dans les milieux industriels eux-mêmes.

L'économie circulaire, la révolution numérique, la transition énergétique, la recherche fondamentale qui ouvre sur tout le progrès..., va-t-on laisser tout cela piloté par les 1 % qui détiennent la plupart des richesses et des leviers économiques ? Ce n'est pas ce qu'attend la jeunesse laissée pour compte malgré son haut niveau de qualification, ce n'est pas ce qu'attendent les femmes qui n'ont toujours pas l'accès aux responsabilités ni le salaire correspondant par rapport aux hommes, ce n'est pas ce qu'attend la majorité de notre peuple.

Un camarade disait que les travailleurs, les usagers, les populations devaient pousser toutes les portes, notamment celles des pièces où se prennent les décisions économiques. Les communistes ont tout leur rôle à jouer dans ce combat.